



Déclaration de la FSU au CTSD du 24 Janvier 2012

Depuis plusieurs années, la seule politique du ministère de l'éducation nationale est une réduction comptable des moyens pour respecter le dogme gouvernemental du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Cette politique, loin de renforcer le service public, d'assurer la réussite de tous les élèves et d'améliorer les conditions de travail des collègues, conforte, au contraire, les inégalités et fragilise les élèves les plus en difficultés : effectifs des classes en constante augmentation, suppressions des 3ème d'insertion ...

Le cynisme du gouvernement étant sans limite, pour pallier la désorganisation du système scolaire, il est fait appel à la bonne volonté des enseignants pour assurer des heures d'aide, en surcharge de leur service, sans tenir aucun compte des difficultés accrues du métier. De plus, il se décharge de la responsabilité de ces réformes en faisant reposer sur les personnels de direction l'organisation impossible de leur établissement, dans le cadre d'une supposée autonomie dont le but est la casse du service public d'éducation.

Depuis 2009, les collèges du département accueillent 489 élèves supplémentaires avec seulement 4 divisions de plus (comparaison entre 2009 et 2012). La « chasse aux postes » s'est aussi traduite ces dernières années par une forte augmentation des heures supplémentaires : +129 HSA entre 2009 et 2012 pour une perte de 45 heures poste.

Concernant la DHG départementale, certains choix de l'inspection d'académie nous semblent positifs. La baisse autour de 6% du ratio du nombre d'HSA par rapport aux heures poste et la création d'une division supplémentaire en SEGPA vont dans le bon sens. En revanche, il reste de nombreuses interrogations auxquelles nous reviendrons point par point lors de l'examen des documents.

Avec 117 élèves en plus pour 5 divisions et 7 ETP en moins, les conditions pour la prochaine rentrée en Ardèche sont inacceptables.